

Gouvernement du Québec

## Décret 563-2023, 22 mars 2023

CONCERNANT l'approbation de l'Entente relative à un programme de réinsertion sociale de personnes contrevenantes pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 31 mars 2024 entre le gouvernement du Québec et la Société Makivik

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 22 de la Loi sur le système correctionnel du Québec (chapitre S-40.1), le ministre de la Sécurité publique veille à favoriser l'accès des personnes contrevenantes à des programmes et des services spécialisés offerts par des ressources de la communauté en vue de leur réinsertion sociale et dans la perspective de soutenir leur réhabilitation;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et la Société Makivik souhaitent conclure une entente afin d'offrir un soutien et un accompagnement culturellement adapté pour la clientèle visée aux prises avec diverses problématiques de violence ou de gestion des émotions, et ce, pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 31 mars 2024;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit:

QUE soit approuvée l'Entente relative à un programme de réinsertion sociale de personnes contrevenantes pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 31 mars 2024 entre le gouvernement du Québec et la Société Makivik, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

79463

Gouvernement du Québec

## Décret 564-2023, 22 mars 2023

CONCERNANT l'approbation de l'Avenant numéro 4 à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Listuguj pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019 entre le Conseil de bande de Listuguj, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec et le versement d'une contribution additionnelle maximale de 233 040 \$, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, afin de soutenir la stabilisation de la prestation des services policiers

ATTENDU QUE, par le décret numéro 1210-2018 du 15 août 2018, le gouvernement a approuvé l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Listuguj pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019 entre le Conseil de bande de Listuguj, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, laquelle a été conclue le 23 août 2018;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 265-2019 du 20 mars 2019, le gouvernement a autorisé la ministre de la Sécurité publique à octroyer une contribution maximale de 1 555 090 \$ au cours des exercices financiers 2018-2019 à 2019-2020, pour la prestation des services policiers dans la communauté de Listuguj;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 353-2020 du 25 mars 2020, le gouvernement a autorisé la ministre de la Sécurité publique à octroyer une contribution maximale de 7 657 217 \$ au cours des exercices financiers 2018-2019 à 2024-2025, pour la prestation des services policiers dans la communauté de Listuguj;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 461-2021 du 24 mars 2021, le gouvernement a autorisé la ministre de la Sécurité publique à verser une contribution additionnelle maximale de 69 795,92 \$ pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021 à titre de financement exceptionnel pour couvrir les dépenses découlant de la pandémie de la COVID-19 au Conseil de bande de Listuguj;

ATTENDU QUE, conformément à ces décrets, des avenants à l'entente conclue le 23 août 2018 ont été conclus les 29 mars 2019, 27 mars 2020 et 30 mars 2021;

ATTENDU QUE les parties souhaitent conclure l'Avenant numéro 4 à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Listuguj pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019 afin de soutenir la stabilisation de la prestation des services policiers;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec conviennent de partager les coûts de ce financement dans une proportion de 52% pour le gouvernement du Canada et de 48% pour le gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE, en vertu des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), les fonctions du ministre de la Sécurité publique consistent notamment à assurer l'application des lois relatives à la police et à favoriser la coordination des activités policières;

ATTENDU QUE l'Avenant numéro 4 constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit;

ATTENDU QUE cet avenant constitue également une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de la Sécurité publique à verser au Conseil de bande de Listuguj une contribution additionnelle maximale de 233 040 \$, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, soit une contribution additionnelle maximale de 75 583 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 77 661 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024 et de 79 796 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025, afin de soutenir la stabilisation de la prestation des services policiers;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique, du ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvé l'Avenant numéro 4 à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Listuguj pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019 entre le Conseil de bande de Listuguj, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE le ministre de la Sécurité publique soit autorisé à verser au Conseil de bande de Listuguj une contribution additionnelle maximale de 233 040 \$, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, soit une contribution additionnelle maximale de 75 583 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 77 661 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024 et de 79 796 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025, afin de soutenir la stabilisation de la prestation des services policiers.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

79464

Gouvernement du Québec

## Décret 565-2023, 22 mars 2023

CONCERNANT l'approbation de l'Avenant numéro 4 à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Timiskaming pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2028 entre la Première Nation Timiskaming, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec et le versement d'une contribution additionnelle maximale de 1 714 213 \$, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2027-2028, afin de soutenir la stabilisation de la prestation des services policiers

ATTENDU QUE, par le décret numéro 1213-2018 du 15 août 2018, le gouvernement a approuvé l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Timiskaming pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2028 entre le Conseil de bande Timiskaming, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec et autorisé le ministre de la Sécurité publique à octroyer un financement maximal de 3 279 439 \$, au cours des exercices financiers 2018-2019 à 2027-2028, pour la prestations des services policiers dans la communauté de Timiskaming, laquelle a été conclue le 23 août 2018;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 460-2021 du 24 mars 2021, le gouvernement a autorisé le ministre de la Sécurité publique à octroyer une contribution additionnelle maximale de 655 159 \$ au Conseil de bande Timiskaming pour la prestation des services policiers dans la communauté de Timiskaming pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2028;